

ECLPN_182

Maintenance préventive et corrective, entretien
et suivi des moyens de levage de l'ECLPN

-

Spécifications administratives et techniques

Sommaire

Article 1: Objet du marché public.....	1
Article 2: Structure et forme du contrat.....	2
Article 3: Prix.....	3
Article 4: Règlement financier.....	4
Article 5: Réalisation des prestations.....	5
Article 6: Bons de commande.....	8
Article 7: Obligations du titulaire.....	8
Article 8: Litiges et sanctions.....	11
Article 9: Résiliation.....	12
Article 10: Dérogations aux documents généraux.....	13
ANNEXE : Liste des moyens de levage 2026.....	13

Article 1: Objet du marché public

1.1: Objet de la consultation

Le présent marché public a pour objet la maintenance préventive et corrective, l'entretien et le suivi des moyens de levage de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale.

Les objectifs de l'acheteur sont :

- de maintenir en état les matériels listés à l'annexe du présent document ;
- d'avoir une disponibilité des installations adaptée aux besoins de l'ECLPN.

1.2: Lieux de réalisation des prestations

Les prestations, objet du marché, s'effectuent à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) :

- Site de Buxerolles : 1 rue Faraday à LIMOGES
- Site du Centre de Formation Technique et de Documentation (CFTD) : 41 rue Barthélémy Thimonnier à LIMOGES

1.3: Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

Article 2: Structure et forme du contrat

2.1: Type de procédure

L'accord-cadre est passé suivant la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 alinéa 1 et R. 2123-1 alinéa 1 du Code de la commande publique dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès et de transparence des procédures.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

2.2: Décomposition et forme de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, l'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et rendrait financièrement plus coûteuse son exécution.

L'accord-cadre, mono-attributaire, s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-2.1 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.3: Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois douze (12) mois à la date anniversaire de sa notification. La durée totale ne peut excéder quarante-huit (48) mois.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire via la plateforme PLACE au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 89 900 € hors TVA pour toute sa durée d'exécution, en application de l'article R.2162-4.2° du Code de la commande publique.

2.4: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- les présentes spécifications administratives et techniques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives de l'acheteur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lors de la notification de l'accord-cadre effectuée via la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement et son annexe financière ainsi que des présentes spécifications administratives et techniques applicables pour l'exécution du marché.

Article 3: Prix

3.1: Forme des prix

Les prix sont forfaitaires, tel que stipulé à l'annexe des prix. Ils comprennent toutes les charges frappant obligatoirement la prestation y compris la valeur des pièces ou des éléments, les frais de déplacement, l'outillage et consommables nécessaires ainsi que les écotaxes et autres.

3.2: Prix de règlement

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

3.3: Variation de prix

3.3.1: Établissement des prix

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

3.3.2: Modalités de révision des prix

Les prix des prestations sont fermes pour toute la période initiale de l'accord-cadre (12 mois).

Pour les années suivantes, en cas de reconduction, les prix sont révisibles à la hausse comme à la baisse, annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application du coefficient C_n :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (ICHT_{rev} / ICHT_{in})$$

- ICHT rev correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix ;
- ICHT in correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres.

Indice utilisé	Identifiant INSEE
Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – Base 100 en décembre 2008	Identifiant : 001565183

La révision définitive s'opère sur la base de la dernière valeur publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire n'est effectuée.

La demande de révision de prix est présentée à l'acheteur, par le titulaire de l'accord-cadre au plus tard 30 jours avant la date d'anniversaire de notification. Elle est accompagnée du détail de calcul issu de la formule ci-dessus.

En cas de défaut de communication du nouveau barème, l'acheteur peut effectuer la révision de prix de sa propre initiative si celle-ci est à la baisse.

Chaque révision est plafonnée à 3 % d'augmentation maximum du prix en vigueur à la date de la révision. En cas de révision conduisant à une augmentation supérieure au taux ci-dessus, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire.

Article 4: Règlement financier

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

4.1: Modalités de facturation

S'agissant des opérations de maintenance préventive le paiement se fera semestriellement (2 fois par an), et s'agissant de la maintenance corrective le paiement s'établit à la fin de chaque opération. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

4.2: Contenu des factures

Le titulaire établit une facture libellée en euro qui comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire ;
- la mention « service exécutant » MI0PTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze) ;
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur – SG/DEPAFI/CPFI – Place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08 ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- les références de l'accord-cadre (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande composé de 10 chiffres) débutant par 17... ;
- le numéro de commande débutant par 14... ;
- le numéro de dossier interne ;
- la quantité, la dénomination précise des prestations réalisées, les références et leur date de réalisation ;
- le montant hors TVA et TTC de chaque prestation réalisée ;
- le taux de TVA appliqué ;
- la domiciliation des paiements.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail de services Chorus Pro / facturation » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

Le paiement s'effectue conformément aux articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du Code la commande publique.

4.3: Délais de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique, le délai global maximum de paiement est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception par l'acheteur, de la demande de paiement. Cette date ne peut en aucun cas être antérieure à celle de la réalisation totale des prestations ou à celle d'acceptation des prestations.

Article 5: Réalisation des prestations

5.1: Contrôle et maintenance préventive

Le titulaire réalise les visites réglementaires suivant les périodicités obligatoires en vigueur des moyens de levage listés en annexe et applique les recommandations de l'INRS "principales vérifications périodiques" (ED 828) et "vérifications réglementaires des machines, appareils et accessoires de levage" (ED6339).

Il exécute, notamment, les tâches suivantes :

- l'ensemble des opérations d'entretien préconisées par le constructeur, avec fourniture des pièces et ingrédients nécessaires à la périodicité définie dans la notice d'instruction ;
- l'entretien nécessaire au bon fonctionnement (nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques, des batteries etc) et ce, sur les éléments suivants : le moteur, la transmission, le châssis, les équipements électriques, les équipements hydrauliques et le mât.
- le suivi et les garanties usuelles pour la totalité des pièces détachées utilisées dans le cadre de cette consultation.

Le titulaire s'engage lors du début de la maintenance à effectuer les prestations sans discontinuité. La date de début est fixée en accord des deux parties.

5.1.1: Modalités

La maintenance préventive est déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel émis au 1^{er} semestre de chaque année et intégrant l'ensemble des équipements devant faire l'objet de cette maintenance au cours de l'année civile.

Sa notification vaut début d'exécution des prestations.

A réception de ce bon de commande, le titulaire réalise dans un délai de 4 semaines :

- un inventaire exhaustif
- un planning prévisionnel de la visite de maintenance préventive
- un procès-verbal détaillant l'état des lieux des matériels et équipements du site

5.2: Maintenance corrective

Elle est par nature imprévisible. Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une maintenance corrective.

Une intervention corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable du site qui, en détectant une panne ou anomalie de fonctionnement, fait appel au titulaire en confirmant sa demande par courriel.

Les interventions qui relèvent de la réparation ont pour objet la remise en état des matériels à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation. Les réparations peuvent se dérouler en trois phases :

- l'intervention correspond au déplacement du technicien, à la constatation de la défaillance et pour un problème simple à la réparation finale du défaut ;
- le dépannage (ou maintenance corrective palliative) correspond à la remise en état de fonctionnement effectuée in situ, avec un caractère « provisoire ». Les interventions correspondantes visent à réduire la durée d'arrêt des installations et les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'ensuivent ;
- la réparation définitive (ou maintenance corrective curative) caractérise les réparations faites in situ ou en atelier, après dépannage le cas échéant, et ayant un caractère définitif.

5.2.1: Modalités pour la maintenance corrective (« dépannage »)

En cas de panne ou de dysfonctionnement des équipements, le dépannage est effectué dans un délai de 24 heures ouvrées suivant l'appel du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Le titulaire établit un devis en fonction du taux horaire mentionné dans l'annexe financière. Il indique la liste des éventuelles pièces de rechanges avec le tarif initial assorti du rabais mentionné dans l'annexe financière. Dès que cela est possible, le soumissionnaire propose des pièces d'occasion pour ces opérations.

Le devis est soumis à l'accord exprès de l'acheteur.

5.3: Consommables et pièces de rechanges

Le titulaire fournit les divers produits, consommables et petites fournitures nécessaires à la bonne exécution du marché, quel qu'en soit le montant.

5.3.1: Qualité des matériels de remplacement

Les matériels défectueux sont remplacés par ceux recommandés par le constructeur.

Le titulaire est autorisé à remplacer les matériels défectueux par des matériels issus du réemploi ou du recyclage, sous réserve qu'ils offrent toutes les garanties de fonctionnement et de sécurité. Ces matériels sont, dans tous les cas, de qualité et de performance au moins égales à ceux qui étaient en place au préalable et qui font l'objet du remplacement.

Si l'acheteur en fait la demande, le titulaire justifie de l'emploi de pièces issues du réemploi ou du recyclage :

- en fournissant la marque et le type de matériel de la pièce à remplacer ;
- en fournissant la fiche technique de la pièce mise en place par ses soins.

S'il s'avère que ces matériels ne sont plus disponibles, le titulaire du marché demande l'autorisation à l'acheteur de procéder à la mise en place de matériels d'autre origine. Le titulaire du marché justifie que ces matériels sont adaptables (agréés par le constructeur de l'ensemble).

Dans le cas avéré ou ces prescriptions n'auraient pas été respectées par le titulaire du marché, celui-ci effectue le remplacement des pièces ou matériels à ses frais pour se conformer aux prescriptions du présent article.

5.4: Opérations de vérifications

Après l'exécution des prestations de chaque bon de commande, une vérification est effectuée sur le lieu d'exécution par l'acheteur ou son représentant. Ces opérations portent essentiellement sur :

- la qualité de prestations exécutées ;
- le respect des exigences et attentes de l'acheteur ;
- l'état des matériels entretenus ;
- la tenue à jour de la documentation technique réglementaire.

A l'issue, le titulaire transmet à l'acheteur sous cinq (5) jours un certificat de fin de prestation.

5.5: Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, le matériel et les pièces changés par le titulaire dans le cadre des opérations de maintenance sont éligibles à la garantie légale, soit deux (2) ans, soit à la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

A ce titre, les carnets de maintenance mentionnent :

- la date de prise d'effet de la garantie ;
- les caractéristiques du matériel : la marque et le fournisseur, le type et n° de série, les caractéristiques particulières, le coût.

5.6: Autres travaux

Pour les travaux divers sur les moyens de levage, n'entrant ni dans le cadre de la maintenance préventive ni corrective, un devis est établi par le titulaire. L'ECLPN se réserve la possibilité de consulter d'autres prestataires pour ce type d'opération.

5.7: Documentation

Toute prestation d'intervention, de dépannage ou de réparation est consignée et classée par ordre chronologique dans le système ou carnet de suivi des interventions du titulaire qui permet la traçabilité de la demande POUR CHAQUE MATERIEL. On y retrouve :

- les consignes de sécurité,
- les numéros de dépannage,
- la date et l'heure d'appel (le cas échéant),
- le résultat des vérifications périodiques
- les opérations de maintenance et de dépannage effectuées.

Après chaque campagne de vérification et de maintenance, un bilan est dressé et envoyé à l'ECLPN afin d'établir les priorités des actions. Chaque année, au 15 janvier, un relevé des compteurs N-1, par matériel, est fourni pour suivi à l'acheteur.

5.8: Modification des prestations en cours d'exécution

L'acheteur peut résilier partiellement la maintenance de certains moyens de levage. Le titulaire en est informé via courriel avec AR ou courrier avec AR, notamment en cas de mise hors service de certains matériels. Ces résiliations partielles entraîneront une réfaction des sommes correspondantes à compter du mois suivant la date d'accusé réception du courriel ou courrier.

De manière générale, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la liste des moyens de levage peut être actualisée (ajout ou retrait) par l'acheteur. La liste à jour est communiquée au titulaire pour, le cas échéant, proposition d'une offre de prix. Celui-ci retourne sa proposition dans un délai maximum de 7 jours.

Tout changement dans l'exécution des prestations est soumis à l'accord express de l'acheteur. En cas de variation du matériel, l'acheteur informe le titulaire par ordre de service. Ces ajouts entraînent la facturation de la prestation correspondante.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut s'opposer :

- à l'ajout ou retrait de sites et/ou de bâtiments ;
- à l'ajout, modification ou retrait d'équipements recensés dans cette annexe.

Article 6: Bons de commande

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique. Les commandes sont émises :

- annuellement pour les opérations de maintenance préventive ;
- ponctuellement et sur présentation d'un devis, à la survenance du besoin pour les opérations de maintenance corrective et les opérations de travaux divers. Ce devis est assorti des justificatifs du prix des pièces et fournitures.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 7: Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions suivantes :

- disposer de moyens d'intervention flexibles et des compétences adaptées aux besoins pour les interventions de maintenance ;
- réaliser la maintenance préventive définie par l'acheteur à l'article 5 du présent document ;
- d'exécuter les réparations provisoires ou définitives qui, faute d'intervention, ne permettent pas l'utilisation normale des équipements ou compromettent la sécurité ou l'accessibilité des personnes ou la bonne conservation des installations et des biens ;
- garantir la disponibilité des matériels ;
- respecter la sécurité des personnes et des biens, le Code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement ;
- se conformer aux dispositions ci-après.

L'acheteur se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre de l'entreprise titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

7.1: Moyens en personnel, en outillage et matériels

Le titulaire est seul responsable de la définition de ses effectifs et de leur qualification professionnelle pour assurer les prestations, objet du présent accord-cadre.

L'outillage spécifique aux matériels entretenus est à la charge du titulaire qui en assure l'entretien. Il s'engage à fournir à son personnel tous les moyens en outillage et en matériel dont il a besoin pendant ses interventions. L'acheteur ne prête aucun matériel ou outillage.

Le titulaire reste seul juge des produits, matériels et techniques utilisés. Il reste, de plus, responsable de toutes détériorations qui surviendraient à la suite de leur utilisation.

7.2: Contrôle d'accès

Les prescriptions, faisant l'objet du présent accord-cadre, concernent un établissement sous « statut protégé ». Le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations du chapitre 5 du CCAG FCS.

Le titulaire se soumet strictement aux règles d'accès. Tous les personnels sont munis d'un laissez-passer remis par le poste de garde. Ce laissez-passer est délivré sur présentation d'une carte d'identité ou son titre de travail pour les ouvriers étrangers. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

7.3: Contrôle nominatif

Le titulaire certifie que tous les personnels qu'il emploie dans le cadre de ce marché sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Toute affectation aux prestations, qu'il s'agisse d'un agent sur site ou d'un personnel d'encadrement, fait l'objet préalable d'un agrément du directeur de l'ECLPN. Cet agrément ne se substitue pas au « contrôle élémentaire » mentionné à l'article ci-dessous.

La demande d'agrément est présentée par le titulaire du marché sous forme nominative et comprend pour chaque personnel, ses noms, prénoms, date et lieu de naissance, ses qualifications avec leurs dates de validité (avec transmission du titre justifiant de l'identité scanné).

Cette demande d'agrément est présentée au directeur de l'ECLPN, dès notification du marché et renouvelée pour toute proposition d'affectation en cours de marché, y compris pour des personnels de remplacement.

Seuls les personnels nommément agréés par le directeur de l'ECLPN peuvent accéder au site et uniquement pendant leur service. La liste de ces personnels est tenue à jour pendant toute l'exécution du marché.

L'agrément ainsi délivré peut être retiré à tout moment sans énonciation des motifs. Le retrait de cet agrément ne dégage pas l'agent de l'obligation de confidentialité.

7.4: Tenue des personnels

Tous les personnels intervenants sont identifiables facilement : le nom du prestataire figure de manière apparente sur la tenue vestimentaire en état correct de propreté.

7.5: Échanges et correspondances

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigés exclusivement en français ou, à défaut, sont accompagnés d'une traduction en français.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

7.6: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les prestations proposées doivent être conformes à toutes les évolutions des normes en vigueur qui interviendront durant l'exécution du présent marché. Le titulaire a également un devoir de conseil et être force de proposition en cas d'évolutions ou de changements, notamment réglementaires, durant l'exécution du marché public.

7.7: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Il doit être en mesure de les justifier dès l'attribution de l'accord-cadre et à tout moment durant son exécution.

7.8: Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Cette déclaration doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 € TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toute sous-traitance occulte ne pourra faire l'objet d'une demande de paiement au titre des prestations réalisées.

7.9: Clauses environnementales

L'accord-cadre est soumis aux dispositions de la loi « AGECE » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Article 8: Litiges et sanctions

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable.

8.1: Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités calculées par application de la formule suivante, selon les dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG de référence :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle,

- P = le montant des pénalités,
- V = la valeur pénalisée, celle-ci étant égale au montant HT de la commande,
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

En cas de retard dans l'exécution des opérations de maintenance corrective, une pénalité de 1/25^{ième} du montant de l'opération sera appliquée par tranche de 8 heures de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, le titulaire du marché est exonéré des pénalités de retard lorsque celles-ci n'excèdent pas cent euros.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture

8.2: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

8.3: Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

8.4: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 9: Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS. En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par l'acheteur à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 10: Dérogations aux documents généraux

Articles du cahier des charges par lesquels sont introduites les dérogations	Articles du CCAG auquel il est dérogé
3.2	10.2.1
5.5	33
8.1	14.1.1

ANNEXE – LISTE DES MOYENS DE LEVAGES 2026 (non exhaustive)

30 matériels répartis comme suit :

MATÉRIELS	MARQUES	N° SÉRIE	N° SSIM
MCPN – 17 matériels			
transpalette à conducteur N20	Fenwick	W41115X00400	185
transpalette à conducteur N20	Fenwick	W41115X00402	184
transpalette à conducteur N20	Fenwick	W4X132V2880	13
transpalette à conducteur N20	Fenwick	W41115L00882	L218
transpalette à conducteur N20	Fenwick	W41115L00853	L235
transpalette à conducteur T20	Fenwick	W4X131B04510	186
transpalette électrique T16	Fenwick	W4X360R03426	14
chariot élévateur H16	Fenwick	H2X350S02641	4
chariot rétractable FMX 14	Still	611801002309	1
chariot rétractable FMX 14	Still	611801003111	2
chariot rétractable	Hyster	C35T08361J	3
chariot élévateur FSV E911	Toyota	7FBEF15-11125	113
transpalette haute levée électrique	Manitou	GD1212141	125
transpalette haute levée électrique	Manitou	681206323	126
transpalette haute levée électrique	Manuchar	GD1408212	124
transpalette électrique à conducteur accompagnant	Manitou	532281 / EP16AC	211
gerbeur électrique	STOCKMAN	PS16L36FFLLP	L236
ACA – 10 matériels			
chariot élévateur H16	Fenwick	H2X350K02836	58
chariot élévateur	Hyster	P005B02959H	178
chariot élévateur FSV E911	Toyota	7FBMF25-10262	59
gerbeur électrique MS 12AC	Yale	C846T02230J	60
gerbeur électrique MS 12AC	Yale	C846T02231J	61
gerbeur électrique L10B	Fenwick	F21172G02891	163
gerbeur électrique L12	Fenwick	F21172G01243	182
gerbeur électrique L12	Fenwick	F21172G01247	183
transpalette électrique à conducteur accompagnant EJE116	Jungheinrich	51038373	187
gerbeur électrique L16	Fenwick	W41173G02830	L219
CTA – 2 matériels			
chariot élévateur E15	Fenwick	324F04102015	22
gerbeur électrique HG 001051	Pramac	GX12-HGG 12030000	23
CFTD – 1 matériel			
gerbeur électrique HLI0035575	Pramac	GX12-HC51230000	16